



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 mars 2010
Français
Original : anglais/français

Déclaration du Président du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité ayant examiné, à sa 6288^e séance, le 19 mars 2010, la question intitulée « Région de l'Afrique centrale », son président a fait en son nom la déclaration suivante :

« Le Conseil de sécurité réaffirme la teneur des déclarations de ses présidents en date des 24 septembre 1999 (S/PRST/1999/28), 31 août 2001 (S/PRST/2001/21), 31 octobre 2002 (S/PRST/2002/30) et 29 juin 2007 (S/PRST/2007/24) et de sa résolution 1209 (1998) du 19 novembre 1998, se félicite de toutes les initiatives prises par les États Membres à la suite de l'adoption du Programme d'action de la Conférence des Nations Unies sur le trafic des armes légères sous tous ses aspects et prend note du processus vers un traité sur le commerce des armes.

Le Conseil est profondément préoccupé par la fabrication, le transfert et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre (ALPC) et par leur accumulation excessive et leur prolifération incontrôlée dans de nombreuses régions du monde, en particulier dans la sous-région de l'Afrique centrale, qui ont toutes sortes de conséquences humanitaires et socioéconomiques, notamment sur la sécurité des civils, et attisent les conflits armés ce qui peut entraîner une recrudescence des violences sexistes et du recrutement d'enfants soldats et menace sérieusement la paix, la réconciliation, la sûreté, la sécurité, la stabilité et le développement durable aux niveaux local, national, régional et international.

Le Conseil, tout en reconnaissant à tout État le droit de fabriquer, d'importer, d'exporter, de transférer et de détenir des armes classiques pour assurer sa légitime défense et sa sécurité, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, souligne l'importance vitale que revêtent la réglementation et le contrôle effectifs du commerce transparent des armes légères et de petit calibre pour la prévention des détournements et de la réexportation illicites de ces armes.

Le Conseil réaffirme que les États Membres devraient respecter les embargos existants sur les armes et les interdictions d'exportation d'armes et prendre les dispositions nécessaires pour appliquer effectivement les mesures qu'il a décrétées dans les résolutions qu'il a adoptées sur la question.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



Le Conseil s'inquiète des liens entre d'une part les transferts illicites d'armes légères et de petit calibre effectués en violation des embargos sur les armes et des interdictions d'exportation d'armes par ou pour des organisations criminelles ou d'autres acteurs irresponsables, y compris ceux qui sont soupçonnés de se livrer à des actes terroristes, et d'autre part le trafic de drogues, l'exploitation illicite et le trafic des ressources naturelles. Il encourage tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à ses protocoles, notamment celui contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, à les ratifier et à les appliquer.

Le Conseil se félicite des différentes initiatives en cours dans la sous-région, prend note des efforts faits pour établir un registre sous-régional des armes de petit calibre et encourage les pays d'Afrique centrale à prendre les mesures nécessaires pour renforcer les moyens dont dispose la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en établissant un registre sous-régional des marchands d'armes et en élaborant un instrument sous-régional juridiquement contraignant sur le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de tout équipement pouvant servir à leur fabrication.

Le Conseil réaffirme que le trafic des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre, doit être combattu sur la base d'une responsabilité commune et partagée, et engage les États de la sous-région à appliquer intégralement les mesures adoptées dans ce sens aux niveaux national, sous-régional, régional et international et à réfléchir aux dispositions appropriées.

Le Conseil demande aux États de la sous-région de redoubler d'efforts pour créer des mécanismes et des réseaux régionaux d'échange d'informations entre les autorités nationales compétentes, afin de lutter contre la circulation illicite et le trafic d'armes légères et de petit calibre. Il souligne également que ces États doivent coopérer plus étroitement, notamment dans le cadre des organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine, pour identifier les individus et les entités qui se livrent au trafic d'armes légères et de petit calibre en Afrique centrale et prendre des mesures appropriées à leur encontre.

Le Conseil souligne également que les autorités nationales de la sous-région doivent participer pleinement à la mise en œuvre concrète du Programme d'action adopté le 20 juillet 2001 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites adopté le 8 décembre 2005, et engage les pays d'Afrique centrale à présenter régulièrement des rapports nationaux au Secrétaire général, comme le prévoit l'instrument susmentionné.

Le Conseil engage la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à aider les pays d'Afrique centrale à faire effectivement respecter les embargos sur les armes qu'il a imposés et, dans ce contexte, à prendre des mesures, telles qu'enquêtes sur les itinéraires du trafic d'armes illicites, suivi des violations éventuelles et coopération en matière de surveillance des

frontières, en consultation avec les pays concernés. À cet égard, il engage les comités de surveillance des embargos sur les armes imposés contre des pays d'Afrique centrale et des pays voisins à continuer, conformément à leur mandat, de consacrer une section de leur rapport annuel à l'application desdits embargos et aux violations dénoncées, accompagnée, le cas échéant, de recommandations tendant à renforcer l'efficacité des embargos, ces informations devant également être communiquées à INTERPOL pour sa base de données sur les armes et les explosifs (Système IWETS).

Le Conseil engage les comités de surveillance des embargos imposés contre des pays d'Afrique centrale et des pays voisins à établir, conformément à leur mandat, des voies de communication avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ses États membres, et le Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

Le Conseil appuie les activités que mènent les missions des Nations Unies présentes dans la sous-région, dans l'exercice de leur mandat, pour favoriser le désarmement dans le cadre des programmes de DDR, et demande aux partenaires internationaux d'aider les pays d'Afrique centrale à se donner les moyens de prendre et d'appliquer des mesures de lutte contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre et de sécurisation et de gestion des stocks d'armes, en particuliers les armes légères et de petit calibre.

Le Conseil affirme l'importance de la quatrième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra en juin 2010, et engage les États Membres, y compris ceux de la sous-région de l'Afrique centrale, à coopérer pleinement avec la présidence pour que cette réunion se solde par un succès.

Le Conseil engage les États Membres à prendre des mesures vigoureuses pour réduire l'offre d'armes légères et de petit calibre et de munitions dans les zones instables d'Afrique centrale.

Le Conseil prie le Secrétaire général de tenir compte dans son rapport biennal des dispositions de la présente déclaration présidentielle, de sorte à en assurer le suivi. »